



9ème CONFÉRENCE ZOOM sur « Construire de meilleures données sur le genre en Afrique : défis et perspectives »  
Présentation de Monsieur Pénatien Émile KONÉ, Côte d'Ivoire

# PLAN DE LA PRÉSENTATION

---

## INTRODUCTION

UTILISATION DES NOUVELLES NORMES DANS  
LA PRODUCTION DE STATISTIQUES DU TRAVAIL EN CÔTE D'IVOIRE

CHANGEMENTS APPORTÉS PAR L'UTILISATION DES NOUVELLES NORMES SUR  
LES STATISTIQUES DU TRAVAIL EN CÔTE D'IVOIRE

**DIFFÉRENCE DE COMPRÉHENSION DES INFORMATIONS PRODUITES ENTRE UTILISATEURS  
ET PRODUCTEURS**

LES PERSPECTIVES

# INTRODUCTION

---

La Côte d'Ivoire est l'un des premiers pays ayant adopté les nouvelles normes en matière de statistiques du travail, mais leur impact sur les politiques de genre a été limité. La politique nationale du genre qui a pris fin en 2016 n'a pas été actualisée et le rapport 2019 de la CEDEAO a confirmé la progression lente vers les objectifs nationaux en matière de genre.

Alors que la qualité des données s'est améliorée grâce à l'application des nouvelles normes en matière de statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, cela n'a pas été suivi par plus d'utilisation effective dans des politiques de genre basées sur des données factuelles.

Les défis actuels sont d'améliorer la production des données sur l'emploi, en vue d'une meilleure mesure des inégalités de genre et leur prise en compte dans l'élaboration des politiques de genre.

L'utilisation du cadre de la 19<sup>e</sup> CIST pour la production des statistiques du travail a débuté en 2014 en Côte d'Ivoire. Depuis lors, les enquêtes sur la main-d'œuvre ont été réalisées chaque année ou une fois tous les deux ans, produisant un volume important de données sur les femmes et les hommes engagés dans le travail et dans l'emploi.

En effet, la première enquête sur la main-d'œuvre, réalisée à partir des nouvelles normes a été entreprise en décembre 2013, mais la collecte des données s'est faite en 2014. Cette enquête a comporté un module sur le travail des enfants.

Elle a été suivie d'une autre enquête sur la main-d'œuvre en 2016, puis en 2017 et enfin, en 2019.

Ainsi, depuis la tenue de la 19<sup>e</sup> CIST, c'est un total de quatre enquêtes sur la main-d'œuvre qui ont été réalisées en Côte d'Ivoire. Toutefois, celle de 2017 n'a pas utilisé correctement les normes de la 19<sup>e</sup> CIST.

Comme l'on pouvait s'y attendre pour un pays avec un niveau élevé de production pour la consommation propre, le niveau de la main-d'œuvre a connu une baisse significative. Le taux de participation a baissé de plus de 10 points de pourcentage à 62% pour les hommes et à 49% pour les femmes.

Les nouvelles normes ont permis d'observer de façon plus évidente l'inégalité de genre et il est observé plus de femmes que d'hommes dans le sous-emploi lié au temps de travail. Les femmes représentent la majorité des personnes dans la main-d'œuvre potentielle. Ces données suggèrent un besoin accru en politique de genre en matière d'emploi et de travail de façon générale.

## DIFFÉRENCE DE COMPRÉHENSION DES INFORMATIONS PRODUITES ENTRE UTILISATEURS

---

A l'observation, il y a manifestement une différence de compréhension des informations produites entre producteurs et utilisateurs de données sur l'emploi et le travail en Côte d'Ivoire.

Cette différence de compréhension s'explique pour une grande part par la méconnaissance des concepts liés aux statistiques du travail par les utilisateurs des données sur l'emploi et le travail.

Bien entendu, cet état de fait rend difficile la prise en compte de ces informations dans l'élaboration des politiques, en particulier celles sur le genre.

Cela nécessite davantage d'investissement dans la dissémination et la communication sur les données sur le genre auprès des décideurs.

## DIFFÉRENCE DE COMPRÉHENSION DES INFORMATIONS PRODUITES ENTRE UTILISATEURS ET PRODUCTEURS (SUITE ET FIN)

---

Des défis existent également en matière de dialogue entre les différents acteurs afin d'expliquer ces données dans des termes à même de favoriser leur bonne interprétation, pour une meilleure utilisation dans les politiques de genre.

Par ailleurs, la production de données sur l'emploi et le travail devrait se faire plus régulièrement, ce qui permettrait de suivre l'évolution de la situation des femmes dans l'emploi et le travail.

A ce jour, l'Institut National de la Statistique est engagé dans un processus de réalisation trimestrielle de l'enquête sur la main-d'œuvre. Ce processus est actuellement à sa phase pilote, qui devrait permettre de produire des données à partir d'enquêtes trimestrielles auprès des ménages ainsi qu'auprès des unités de production, formelles et informelles.

Il y a aussi l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF), dont le décret de création a été signé depuis le 07 juillet 2021 et qui sera opérationnalisé incessamment, ce qui devrait contribuer à une production régulière de données sur l'emploi et surtout une bonne communication sur ces dernières, garantissant ainsi une bonne prise en compte dans les politiques publiques, notamment celles du genre.

**JE VOUS REMERCIE DE VOTRE  
AIMABLE ATTENTION**